



L'agenda ambitieux de l'ASEAN

December 17, 2014



Mark Mobius
Executive Chairman
Templeton Emerging Markets Group

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) illustre bien comment des petites économies peuvent se regrouper pour exercer une influence plus importante et se faire entendre d'une seule voix au sein de la communauté internationale. Elle compte 10 membres à savoir : Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Fondée en 1967 pour favoriser la coopération et la paix dans la région, l'ASEAN a aujourd'hui plusieurs ambitions dont celles d'accélérer la croissance économique et les échanges ainsi que de promouvoir les intérêts de la zone dans les décennies à venir. J'ai invité mon collègue Dennis Lim à partager son opinion sur les progrès réalisés à cet égard et à venir exposer les opportunités d'investissement dans la région.



Dennis Lim

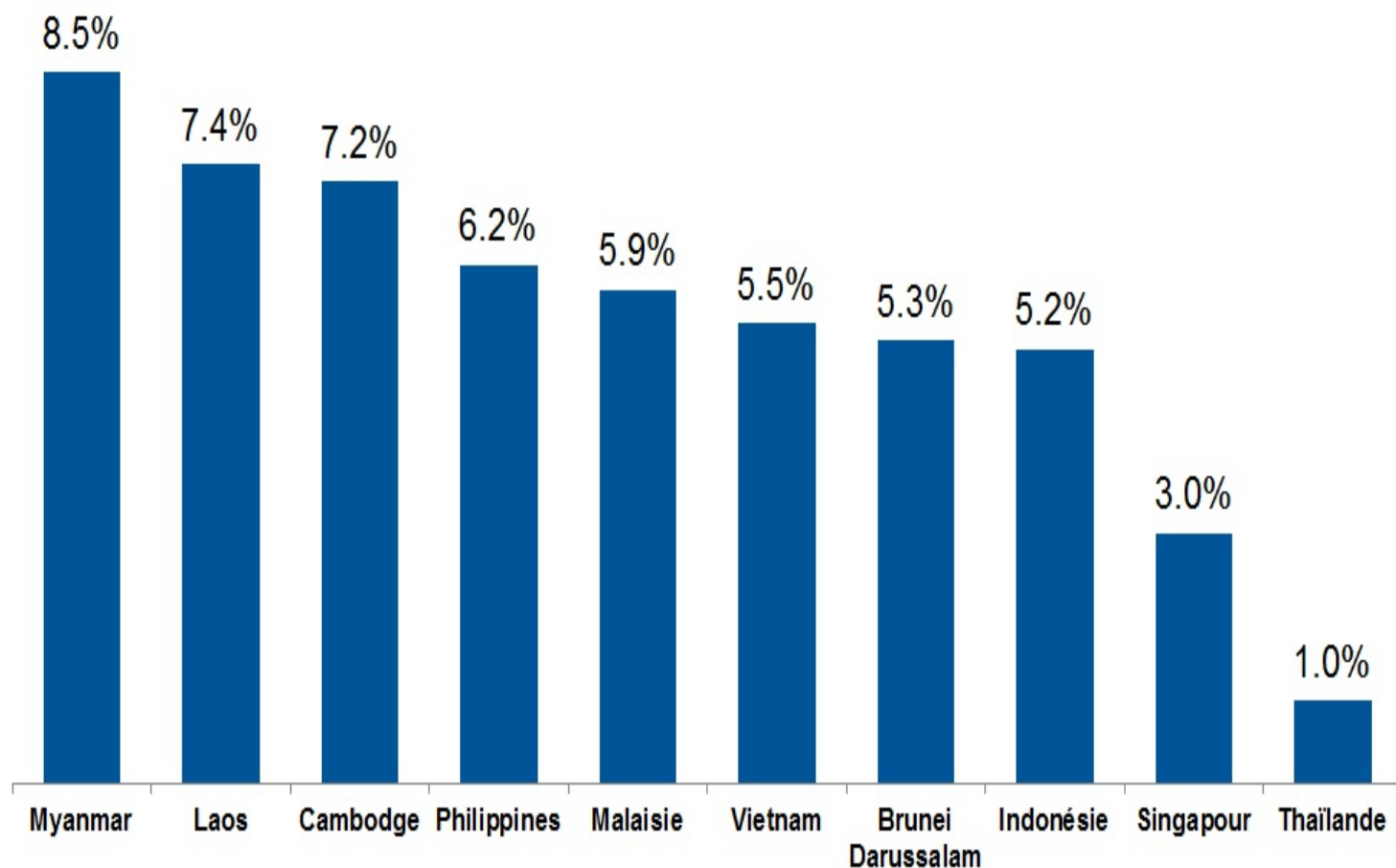
Dennis Lim
Vice-Président senior
Directeur Général
Templeton Emerging Markets Group

Nous avons de bonnes raisons de penser que l'ASEAN présente un potentiel énorme. La région compte plus de 620 millions d'individus, et contrairement aux géants économiques comme le Japon et la Chine qui sont certes encore plus peuplés, les habitants des pays de l'ASEAN sont plus jeunes. En effet, l'âge moyen s'établit par exemple à 24 ans au Cambodge et aux Philippines, alors qu'il est de 37 ans en Chine et 46 au Japon.^[1] Le vieillissement de la population a tendance à peser plus lourdement sur les ressources, puisque la population active à même d'alimenter la croissance est moins nombreuse. En tenant compte de cet avantage démographique ainsi que de la hausse généralisée du PIB par habitant dans la région et des avancées en matière de réforme et de coopération, l'attractivité de ces marchés pour les multinationales vendant des biens/services de consommation et pour les investisseurs est selon nous évidente. En outre, les salaires y sont actuellement moins élevés qu'au sud de la Chine, d'où la réimplantation des entreprises manufacturières vers le Vietnam, l'Indonésie et les autres pays membres. Les atouts démographiques de la région ainsi que son fort potentiel de croissance justifient donc que l'on s'y intéresse de près. Nous pensons que la croissance économique asiatique devrait avoir un impact positif sur la rentabilité des entreprises et créer ainsi de nouvelles opportunités d'investissement.

Pays de l'ASEAN



Prévision de croissance du PIB réel (en %) pour 2014



Source : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2014. Fonds monétaire international.

Rien ne garantit que les prévisions se révèlent exactes.

Transition au Myanmar

Bien que nous ayons concentré nos investissements en Thaïlande, en [Indonésie](#), en Malaisie et à Singapour, nous allons sûrement nous intéresser de près au Vietnam à court terme car ce marché continue de gagner en profondeur et en largeur. Il en va de même pour les Philippines, tandis qu'à plus long terme, le Myanmar, le Cambodge et le Laos pourraient également se révéler intéressants.

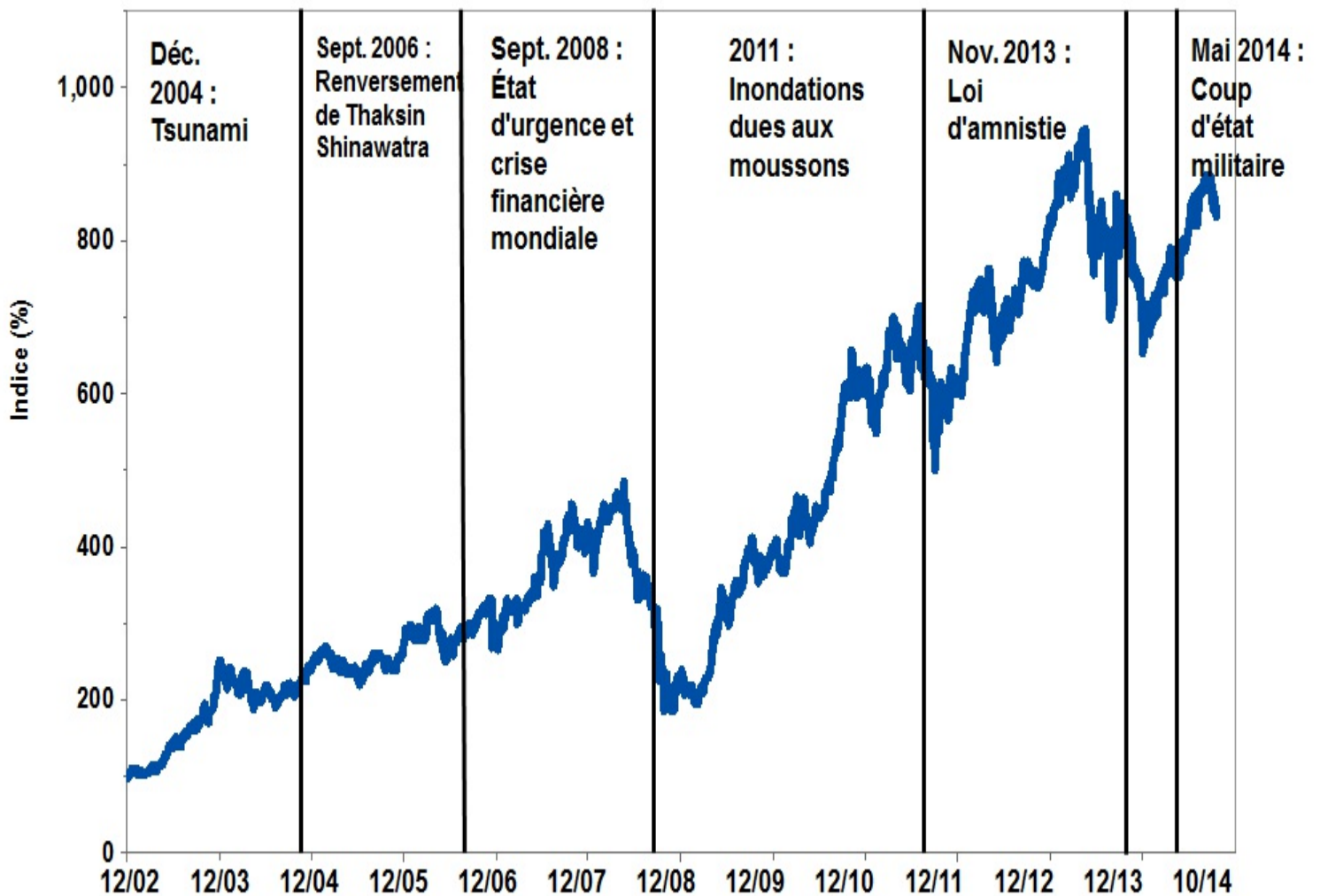
En novembre, le Myanmar a accueilli le sommet ASEAN-Inde, qui a coïncidé avec la tenue du 25^{ème} Sommet de l'ASEAN. Il ne faut pas oublier que le Myanmar est le pays le plus à l'ouest de l'ASEAN et que celui-ci partage une frontière avec l'Inde ; si les relations entre les deux pays continuent de se développer, il pourrait bien à terme servir de passerelle terrestre entre l'Inde et les autres membres de l'organisation. Le sommet était centré sur la poursuite de la libéralisation afin d'accroître les échanges déjà significatifs avec l'Inde, en se fixant un objectif de 100 milliards de dollars d'ici 2015. Les pays de l'ASEAN et l'Inde entretiennent déjà des relations étroites. Par ailleurs, plusieurs pays de l'ASEAN ont des grandes communautés indiennes, notamment Singapour et la Malaisie. Les investissements et les échanges transfrontaliers ont fortement progressé ces dernières années, mais la coopération avec la Chine sera également essentielle pour l'ASEAN, même si elle se fera parfois selon d'autres modalités. La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), initiative proposée par la Chine et considérée comme une alternative à la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement, inclut d'ailleurs les pays de l'ASEAN.

À plus long terme, nous pensons que le Myanmar présente également un grand potentiel. Le pays possède des ressources abondantes encore partiellement inexploitées et la levée des sanctions en place depuis des années entraîne un afflux des investissements étrangers. Exemple : les autorités viennent juste d'octroyer deux licences de télécommunications à des opérateurs internationaux. L'économie du pays partant d'un niveau très bas, elle devrait enregistrer une croissance très soutenue au cours des prochaines années. Le chemin sera probablement long et difficile, mais si le gouvernement réussit à piloter cette transition, cela devrait créer de très bonnes opportunités pour les investisseurs. Malheureusement, il n'y a pas encore de marché boursier local ; nous devons donc nous résoudre à investir de manière indirecte, par exemple sur des sociétés cotées en Thaïlande.

Parallèlement, nous sommes optimistes sur les perspectives à long terme du marché thaïlandais. Nous constatons que malgré le tsunami de 2004, les inondations dues à la mousson, l'instabilité politique chronique et la crise financière qui secoue le pays depuis 2002 [\[MSOffice1\]](#) , le marché local est resté dans une trajectoire haussière à long terme, ce qui démontre la capacité de résistance des thaïlandais et de l'économie. Le pays sera également un membre clé de la Communauté Économique de l'ASEAN (AEC), qui devrait entrer en fonctionnement en 2015 et a pour objectif de créer un marché unique regroupant les 10 pays membres. Cette avancée pourrait engendrer des bénéfices substantiels à long terme.

Performance du marché thaïlandais

Décembre 2002 – Octobre 2014



Ce graphique n'est présenté qu'à titre d'illustration et ne représente aucunement la performance des compartiments de Franklin Templeton.

Source : FactSet, MSCI Thailand Index. Rendez-vous sur www.franklintempletondatasources.com pour obtenir plus d'informations sur les fournisseurs de contenus. Les indices ne font l'objet d'aucune gestion et il n'est pas possible d'y investir directement. **Les performances passées ne garantissent pas les résultats futurs.**

Aux prises avec les politiques des grandes banques centrales

Aux États-Unis, les acteurs du marché vont devoir composer avec l'éventualité d'une hausse des taux d'intérêt à l'avenir. La manière dont les pays de l'ASEAN s'accommoderont du durcissement monétaire de la Fed dépendra probablement de son ampleur et de son rythme. Les marchés financiers sont actuellement inondés de liquidités, et l'inflation et les taux ne sont pas encore remontés significativement à l'échelle mondiale. La plupart des investisseurs sont probablement au courant des agissements de la Fed et de la BCE, mais on ne fait peut-être pas assez souvent remarquer que le bilan de la Banque populaire de Chine (PBOC) est encore plus imposant que celui de la banque centrale américaine. En tout, le montant des actifs combinés des bilans de la Fed, de la BCE, de la PBOC et de la BOJ s'élève à plus de 14 000 milliards de dollars fin 2013, soit quasiment la taille de l'économie américaine.^[2] Nous savons que la BOJ et la PBOC continuent de faire tourner la planche à billets, comme en témoigne le programme de 80 000 milliards de yens (environ 720 milliards de dollars) récemment annoncé par l'institution japonaise. L'ampleur des retombées des différentes politiques monétaires sur les pays de l'ASEAN dépendra certainement de la vitesse de redressement des grandes économies mondiales. La remontée des taux d'intérêt devrait selon nous intervenir lorsque la croissance du PIB commencera à s'accélérer en Europe, au Japon et aux États-Unis et que les inquiétudes concernant un éventuel « atterrissage brutal » en Chine se seront dissipées.

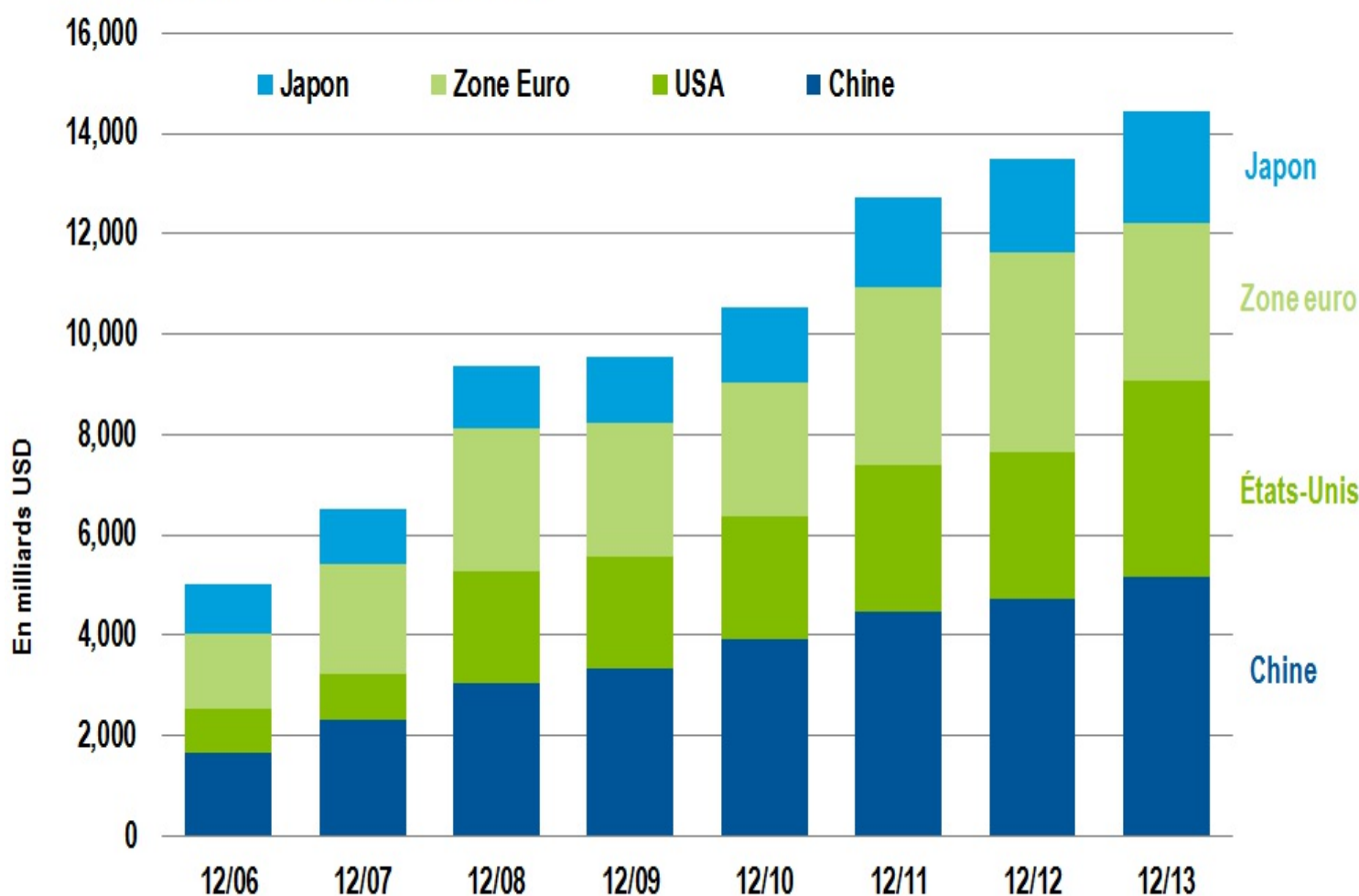
Banques centrales : Chine, États-Unis, zone euro et Japon



FRANKLIN TEMPLETON
INVESTMENTS

Total des actifs

Décembre 2006 - décembre 2013



Source : Factset. Rendez-vous sur www.franklintempletondatasources.com pour obtenir plus d'informations sur les fournisseurs de contenus.

Malaisie et Indonésie : suppression des aides publiques ?

La Malaisie affiche aujourd'hui un déficit budgétaire en raison de son système de subventions. Le parti au pouvoir, qui gouverne le pays depuis la proclamation de son indépendance il y a plus de 50 ans, a été confronté aux attaques de l'opposition au cours des élections de ces dernières années, ce qui ne l'a pas aidé à réduire ces subventions diverses. Le changement se fait aujourd'hui progressivement, le gouvernement a ainsi annoncé qu'à partir du mois de décembre les prix à la pompe du diesel et de l'essence seront fondés sur un système flottant encadré. Cette décision devrait permettre d'assainir les dépenses publiques à plus long terme.

L'Indonésie connaît également le même problème et le gouvernement récemment élu de Joko Widodo a franchi une première étape en augmentant les prix de l'essence et du diesel de 30 %. (Pour en savoir plus sur l'Indonésie, consultez notre article : « [Optimisme en Indonésie](#) ».)

Nous pensons que la prochaine grande avancée de ces trois à cinq prochaines années en Asie du Sud-Est sera la constitution de l'AEC, un marché commun qui englobera 600 millions de personnes pour un PIB combiné de près de 2 000 milliards de dollars et [3] devrait aboutir aux caractéristiques suivantes : (a) une base de production et un marché uniques, (b) une région fortement compétitive, (c) une région qui favorise le développement économique équitable et enfin (d) une région qui s'intègre parfaitement avec l'économie mondiale. [4] Nous pensons que la coopération nécessaire à la réalisation de cet objectif commun devrait renforcer les partenariats entre pays et, nous l'espérons, améliorer les conditions de vie des habitants de la zone. La Malaisie assurera la présidence de l'ASEAN en 2015 et contribuera à élaborer une feuille de route sur 10 ans pour la période 2016-2025, dont le thème pour l'année prochaine semble pertinent au vu des ambitions de la communauté : « ASEAN centrée sur le peuple ».

Les commentaires, les opinions et les analyses présentées dans ce document reflètent un point de vue personnel et sont fournis à titre d'information uniquement. Ils ne constituent pas des conseils d'investissement individuels, une recommandation à acheter, vendre ou détenir un titre ou à adopter une stratégie d'investissement particulière. Ils ne constituent pas un conseil d'ordre juridique ou fiscal. Les informations contenues dans ce document sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis, et ne constituent pas une analyse complète des événements survenant dans les divers pays, régions ou marchés.

Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document et Franklin Templeton Investments (« FTI ») n'a pas vérifié, validé ni audité de manière indépendante ces données. FTI décline toute responsabilité quant aux éventuelles pertes résultant de l'utilisation de ces informations et la pertinence des commentaires, analyses et opinions présents dans cet article est laissée à la seule appréciation du lecteur. Les produits, services et informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont fournis par les sociétés affiliées de FTI et/ou leurs distributeurs, dans la mesure où la réglementation/législation locale l'autorise. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.

Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte un risque, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques : fluctuations de change, instabilité économique et évolution de la situation politique, par exemple. Investir dans les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, implique des risques accrus concernant ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité inférieure et à l'absence d'un cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés boursiers. Les risques liés à l'investissement dans les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change.

[1] Source : CIA World Factbook, 2014 (estimations).

[2] Sources : Banque centrale européenne, Réserve fédérale américaine, Banque du Japon, Banque populaire de Chine, données de 2013.

[3] Source : Forum économique mondial.

[4] Source : ASEAN Economic Community Factbook. Djarkata : Secrétariat général de l'ASEAN, février 2011.

[MSOffice1]Date à vérifier